

DIAL 2482

AMÉRIQUE LATINE - Les Latino-Américains d'origine africaine

vendredi 15 juin 2001, mis en ligne par [Dial](#)

Il n'est plus rare depuis quelques années d'entendre parler des peuples indigènes d'Amérique latine, mais il est toujours aussi peu fréquent que l'on prenne en considération les populations noires latino-américaines. Leur importance mérite d'être rappelée, sans compter qu'elles continuent d'appartenir aux couches les plus défavorisées. Article de Noticias Aliadas, du 5 mars 2001.

Dans une partie du monde où ils sont souvent « invisibles », les Latino-Américains d'origine africaine, ou Afro-Latinos, sont en train d'unir leurs efforts dans tout le continent pour être vus et entendus. Leur objectif immédiat est la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et les formes connexes d'intolérance qui doit se tenir à Durban, en Afrique du Sud, du 31 août au 7 septembre.

Les réunions préparatoires ont été l'occasion de développer la prise de conscience de cette situation, de faire connaître des demandes - y compris des compensations pour les siècles d'esclavage et d'exploitation - et d'améliorer la communication entre les nombreuses organisations afro-latines de la région.

Les perceptions populaires en Amérique latine ont eu tendance à mettre l'accent sur la présence et l'importance historique des peuples indigènes - aztèques, mayas, incas - et à passer sous silence les Africains qui furent emmenés de force en Amérique pendant l'époque coloniale.

Contrairement à ce que l'on pense, les Afro-Latinos sont bien plus nombreux que les indigènes. Des chiffres récents montrent que le nombre d'Afro-Latinos et de mulâtres atteint 150 millions, environ un tiers de la population totale. D'autres estimations, qui tiennent seulement compte des personnes ayant des caractéristiques évidentes d'ascendance africaine, considèrent qu'ils sont environ 90 millions. La population indigène, quant à elle, est estimée par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) entre 33 et 40 millions.

La population afro-latine souffre « plus profondément de discrimination et de pauvreté, et représente 40% des pauvres en Amérique latine », selon l'Organisation des Africains dans les Amériques, dont le siège est aux États-Unis. L'extrême pauvreté conduit de nombreuses personnes à la délinquance, les drogues et la prostitution.

Au Brésil, la violence de la police est dirigée principalement contre les Afro-Brésiliens, qui constituent 70,2% de ses victimes à Rio de Janeiro, selon l'Institut d'études sur la religion. Le recensement officiel le plus récent montre que le revenu moyen des Blancs au Brésil est 2,41 fois celui des Afro-Brésiliens.

Les Afro-Latinos tendent à être invisibles parce que « beaucoup de pays latino-américains ne recueillent pas d'information sur la race et les données ethniques » affirme Edna Maria Santos Roland, présidente de Fala Preta (Parole noire), organisation de femmes afro-brésiliennes.

« Les chiffres de la population d'origine africaine d'Amérique latine et des Caraïbes ont été fortement

sous-estimés », ajoute-t-elle, en soulignant que dans 14 pays, les recensements ne posent pas de question sur l'origine africaine. Huit de ces pays recueillent pourtant des informations sur leur population indigène.

« L'invisibilité concerne surtout les Afro-Latinos », dit-elle.

Selon la CEPAL, les pays qui ne recueillent pas d'information à propos de citoyens d'origine africaine sont l'Argentine, la Bolivie, le Chili, le Costa Rica, l'Équateur, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay. Parmi ces pays, l'Argentine, le Costa Rica, El Salvador et l'Uruguay n'ont aucune donnée ethnique dans leurs recensements.

Lors d'une réunion à San José, au Costa Rica, le 1er octobre, les dirigeants de 22 organisations afro-latines et caraïbéennes ont signé une déclaration mentionnant « l'obligation de l'État d'élaborer des statistiques officielles » sur le niveau social et économique de la population d'origine africaine en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ces statistiques serviraient de cadre de référence pour corriger « les structures raciales et coloniales » qui sont à la base des sociétés latino-américaines.

La déclaration demande aussi des institutions plus fortes pour défendre les droits des Afro-Latinos, des programmes de discrimination positive pour l'emploi, l'éducation et le logement, et la réforme du programme éducatif pour « reconnaître les valeurs historiques, culturelles et linguistiques des communautés afro-latines et caraïbéennes ».

La requête la plus controversée est peut-être celle des « programmes de compensation pour les dommages causés aux personnes et/ou aux communautés afro-latines et caraïbéennes ».

Les organisations afro-latines sont en train de demander qu'on leur octroie des fonds pour leur développement, en particulier pour les trente prochaines années, afin que soient formées des personnes d'origine africaine dans les technologies émergentes, communications comprises. Ils demandent aussi aux gouvernements de reconnaître et de légaliser les titres de propriété appartenant aux communautés afro-latines et caraïbéennes.

« La concentration de la propriété dans les mains d'élites restreintes est un des problèmes sociaux les plus graves du continent », précise Roland, en ajoutant que l'esclavage a été aboli sans tenir compte des besoins de survie des anciens esclaves.

Au Brésil, les descendants d'esclaves fugitifs qui vivent dans des installations éloignées appelées quilombos ont commencé à demander des titres de propriété de leurs terres. Ignorés par les gouvernements brésiliens successifs, ces installations, avec leurs vestiges de culture africaine, sont maintenant harcelées par les exploitants forestiers, les éleveurs et les trafiquants de terres. Selon The New York Times, un total de 724 quilombos -dont certains datent du XVIIème siècle- ont été identifiés au Brésil et recherchent une reconnaissance officielle.

« Le thème des compensations est dur, mais c'est l'un des plus importants », soutient Oswaldo Bilbao, directeur du Centre de développement ethnique, à Lima, au Pérou. « Les pays les plus réticents [à le traiter] sont l'Espagne, la Grande-Bretagne, le Portugal et les États-Unis, qui ont participé au trafic d'esclaves. »

Pendant la réunion préparatoire à la conférence mondiale, qui s'est tenue du 5 au 7 décembre à Santiago du Chili, des délégués d'Amérique latine, des Caraïbes, du Canada et des États-Unis ont discuté une déclaration à propos des compensations aux personnes d'origine africaine, ainsi qu'aux peuples indigènes. La déclaration reconnaît le passé d'exploitation et de dommage culturel subi par ces groupes ethniques et ajoute que « la justice veut que maintenant des efforts nationaux et internationaux importants soient faits pour réparer le dommage. »

Selon Bilbao, si les Églises et les gouvernements ont essayé de réparer l'Holocauste dans lequel sont morts 6 millions de Juifs, on devrait faire quelque chose pour les descendants d'esclaves africains. Il fait valoir que 50 millions d'Africains environ ont été réduits en esclavage pendant des siècles et que des

centaines de millions de leurs descendants ont souffert de dommages irréparables.

« Je ne veux pas comparer cela avec le problème des Juifs », dit Bilbao. « Tout crime de lèse-humanité est blâmable. Ce fut un holocauste, mais un holocauste africain. »

Les organisations afro-latines ont rejeté les images péjoratives et les stéréotypes sur les personnes d'origine africaine dans les moyens de communication et les écoles. Ils ont demandé aux gouvernements de promouvoir parmi les journalistes des codes de conduite concernant la représentation des Afro-Américains, et que les médias encouragent une rédaction équilibrée et emploient davantage de personnes d'origine africaine.

« Les titres ne disent pas « un Blanc a volé ». Mais si c'est un Noir, ils disent « un Noir a volé », « un Noir a tué », fait remarquer Bilbao. « Les gens croient que le Noir est mauvais. »

Des leaders afro-latins et caraïbéens sont conscients qu'il y a encore beaucoup à faire pour dépasser les préjugés. Un débat important concerne les communautés d'origine africaine dans toute la région. Beaucoup d'Afro-Latins âgés sont réticents à chercher une plus grande visibilité, à participer à des mouvements de protestation.

« Ils ont des idées très arrêtées », dit Bilbao, faisant référence à la rigidité d'esprit de ces personnes.

Lui et d'autres leaders afro-latins disent qu'ils doivent se concentrer sur les futures générations. Ils sont également conscients de la nécessité de faire cause commune avec les peuples indigènes et d'autres groupes ethniques marginalisés. Mais même avec une plus grande unité entre les organisations afro-latines et un plus grand nombre de personnes mobilisées, ils savent qu'ils ont devant eux une lutte longue et difficile.

« La conférence [mondiale] est un jalon important, observe Bilbao, mais que faire ensuite ? Il faut travailler une stratégie de contrôle et d'évaluation à l'intérieur de nos pays pour voir si les accords qui seront approuvés lors de la conférence, seront ou non appliqués. »

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2482.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : *Noticias Aliadas*, mars 2001.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.